

Les home-jackings inquiètent les traders

CAMBRIOLAGE Insécurité ou sentiment d'insécurité? A Genève, les effectifs de vigiles se renforcent et les caméras se déploient sur la rive gauche du canton. Les milieux économiques sonnent l'alarme

LORÈNE MESOT ET RICHARD ÉTIENNE

Quand, en juillet, des individus cagoulés se sont introduits dans une maison de Collonge-Bellerive puis ont attendu ses habitants à l'intérieur, la nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre. Bouche à oreille, réseaux sociaux, groupes WhatsApp: le terme «home-jacking» – une intrusion violente dans un domicile occupé, souvent avec menaces – a envahi les conversations presque instantanément.

«Nous avons cru qu'il y avait eu plusieurs cas avant d'obtenir les informations exactes», confie la maire de la commune, Carole Lapaire. L'émotion était déjà vive sur la rive gauche, après qu'un début de l'été deux hommes ont été agressés, chez eux, à Vandoeuvres. Dans cette commune, la peur a gagné les jardins. La suspicion aussi. Des habitants ont évoqué l'idée de patrouilles citoyennes de quartier. Des photographies de personnes et de plaques d'immatriculation ont commencé à circuler sur des groupes WhatsApp.

Une dizaine de cas cette année

Les chiffres précis de la criminalité des six derniers mois ne sont pas encore connus des communes, ces dernières effectuant un pointage avec la police deux fois par année. Au niveau du canton – 530 000 habitants –, les home-jackings restent rares, mais sont en augmentation. Il y en a eu quatre en 2021, six en 2022, neuf en 2023 et treize en 2024. Pour l'année en cours, le chiffre est pour l'instant «proche de celui de 2024», indique le service de communication de la police.

Les forces de l'ordre associent ces événements, traumatisants, à un autre phénomène. Le nombre de cas de brigandage dans les établissements bancaires de la place ainsi que chez les grandes bijouteries a diminué, probablement grâce à des niveaux de sécurité renforcés. Cette baisse se fait «probablement en défaveur des victimes de home-jacking, qui subissent un préjudice certes financier, mais ayant tout humain et psychique important», expliquent les forces de l'ordre.

Quant aux statistiques relatives aux infractions de type vols, brigandages et lésions corporelles, la police indique qu'«normis un léger pic fin 2024, aucune tendance significative ou mouvement marquant ne se dégage» entre début 2024 et juin 2025 dans les communes dites d'Arve et Lac – parmi lesquelles Anières, Collonge-Bellerive, Cologny, Corsier et Vandoeuvres.

«La sécurité est la priorité numéro un de la commune et le sujet de conversation du moment», affirme Edouard Cuendet, le conseiller administratif chargé de la sécurité à Cologny. Du côté de Vandoeuvres, après une accalmie durant la pandémie, les cambriolages sont repartis fortement à la hausse en 2024, et les chiffres se sont confirmés en 2025, précise Maximilien Turrettini, conseiller administratif chargé de la sécurité à Vandoeuvres. En revanche, «la tendance depuis les événements de cet été est très nettement à la baisse», se réjouit l'élu, qui pointe la fuite de la bande organisée qui sévissait dans la région – les auteurs de plusieurs home-jackings genevois ont été arrêtés à Marseille en septembre – et le renforcement des patrouilles d'agents de sécurité dans la commune.

A Collonge-Bellerive, où, comme ailleurs, la communication auprès de la population est un enjeu clé, la police effectuera prochainement – à la demande de la commune – un diagnostic local de sécurité. Soit une mise en perspective du sentiment d'insécurité et des statistiques de crimi-



(CSA-PRINTSTOCK/GETTYIMAGES)

nalité. Objectif: comparer ces paramètres afin d'«observer s'il y a une discrepancy entre ce que les gens ressentent et la réalité», explique Norberto Birchler, conseiller administratif chargé de la sécurité à Collonge-Bellerive.

Modifier la «Feuille d'avis officielle»

Hier, en conférence de presse, la Fondation pour l'attractivité du canton de Genève déclarait, enquête à l'appui, que le sentiment d'insécurité pourrait coûter cher au canton. La FLAG a questionné 88 dirigeants d'entreprises genevoises, représentant tous les secteurs. «Près de 70% d'entre eux affirment que la situation sécuritaire s'est dégradée ces trois dernières

années. C'est très inquiétant, car Genève avait une réputation de place sûre», indique sa présidente, Karine Curti.

Plus de 43% des répondants disent qu'ils pourraient quitter le canton si l'insécurité devait encore se détériorer. Ils évoquent une hausse du nombre d'agressions et de cambriolages, des incivilités et un manque de réactivité des autorités.

Un négociant en matières premières s'est même doté de chiffres maison. D'un sondage, Traficura a constaté que 32% de son effectif de 625 personnes à Genève a été cambriolé au cours des cinq dernières années, surtout ces vingt-quatre derniers mois. «Des collègues ont été cambriolés plus de trois fois au cours des cinq dernières années, ce qui est très inhabituel»,

se plaint Jonas Rasmussen, responsable de la sécurité chez Traficura.

Dans une lettre envoyée cette semaine, la faîtière du secteur, SuisseGenoëgo, sonde ses membres à ce sujet. «Nous réfléchissons à comment agir», indique Florentine Schurch, secrétaire générale de SuisseGenoëgo. «Nous voulons par exemple voir s'il est possible de modifier la *Feuille d'avis officielle* (FAO). De faire en sorte que les adresses des biens immobiliers, les noms des acheteurs et les prix de vente ne soient pas systématiquement rendus publics, comme dans les autres cantons suisses.» Ces informations exposent les principaux concernés, selon elle.

Au point presse de la FLAG, des PME font aussi état d'une insécurité croissante

COMPÉTITIVITÉ

L'attractivité de Genève s'érode auprès des entreprises

Une enquête réalisée par la Fondation pour l'attractivité du canton de Genève (FLAG) auprès des entreprises met en lumière une érosion de son avantage compétitif aux niveaux intercantonal et international. En cause, notamment, des problèmes de mobilité et de fiscalité.

«Les signaux sont préoccupants», a relevé hier devant la presse Gilbert Ghostine, président de la FLAG. Selon cette enquête réalisée auprès de 88 entreprises représentant près de 30 000 emplois, près de 60% des dirigeants estiment que les conditions-cadres se sont détériorées ces trois dernières années.

Parmi les inquiétudes des entreprises: la mobilité fait figure de «point noir». Plus de la moitié des entreprises (54,6%) ne sont pas satisfaites des infrastructures de mobilité dans le canton. Les routes sont congestionnées, les travaux mal coordonnés et les transports publics saturés, a illustré Farine Curti, directrice de la FLAG.

La fiscalité, considérée comme élevée ou trop élevée par 90% des entrepreneurs, est aussi au cœur des préoccupa-

tions. Deux impôts sont pointés du doigt: celui sur la fortune et celui sur l'outil de travail. «Jugé confiscatoire, cet impôt est un frein à l'investissement», a souligné Farine Curti en appelant à une réforme fiscale, notamment pour le traitement des stock-options.

La lenteur et la complexité des procédures administratives ressortent aussi dans les résultats de cette étude, la deuxième du genre depuis la création de la FLAG en 2022. Et pour la première fois, la sécurité a été citée comme étant problématique pour les entrepreneurs. Ils déplorent une hausse des agressions et des cambriolages ainsi que des incivilités.

Genève reste malgré tout un canton attractif, mais ces freins structurels et un climat politique incertain diminuent l'avantage compétitif du canton, selon la FLAG. L'enquête montre que 29,6% des entreprises ont été approchées par d'autres cantons ou pays en vue d'une délocalisation. Dubaï arrive en tête des Etats qui font du pied aux entreprises genevoises. ■ ATS

sur leur lieu de travail. «Les vols sur les chantiers sont devenus épouvantables et ils ont lieu surtout de nuit», signale Aude Jacquet Patry, directrice de la société Jacquet, spécialisée dans les aménagements extérieurs. «On vole des câbles, on siphonne de l'essence. Les gens ont peur, ça se sent», estime la directrice, qui dit être en train d'installer des caméras de surveillance. «Il y a eu un vol la semaine dernière sur notre chantier à Bérnex, qui vient tout juste d'être inauguré», ajoute Carole Hübscher, la présidente de Caran d'Ache.

Les cas de brigandage dans les banques et les bijouteries ont diminué, en défaveur des victimes de home-jacking

Sur la rive gauche, de nombreuses communes ont renforcé leur dispositif de sécurité ces derniers mois et organisent des séances d'information à destination de la population. A Vandoeuvres, les patrouilles de sécurité privée ont été étendues depuis février mais plus largement depuis le mois de juillet. Encore en phase de test, la mesure (un peu moins de 150 000 francs pour la période mi-juillet à fin septembre) a été prolongée jusqu'à la fin de l'année et devrait être pérennisée. A Cologny et à Collonge-Bellerive aussi, les rondes des agents privés se font plus fréquentes. «Ils ne peuvent pas intervenir, mais alertent les forces de l'ordre en cas de besoin. Leur présence vise surtout à dissuader de façon préventive les cambrioleurs», note le conseiller administratif de Collonge-Bellerive chargé de la sécurité Norberto Birchler.

La droite sur la brèche

La semaine dernière, des élus des communes d'Arve et Lac se sont réunis pour discuter lutte contre la criminalité. Les discussions vont se poursuivre au sein de la commission sécurité d'Arve et Lac. Entre autres ambitions: favoriser les patrouilles conjointes entre les différentes polices municipales et mutualiser les ressources au niveau des patrouilles de sécurité privée. Il s'agit également de faire remonter ces thématiques au niveau de l'Association des communes genevoises et d'appuyer les propositions de la droite au Grand Conseil.

Fin août, le PLR, très largement représenté dans les exécutifs des communes cibles, a déposé un texte en urgence au parlement genevois, demandant une restriction des passages aux frontières pendant la nuit et la mise en place du système de recherche automatisée de véhicules et de surveillance du trafic (RVS). «Ce système, pensé pour aider la police cantonale dans ses enquêtes et basé sur des caméras de surveillance sur les routes pour identifier des véhicules via leur plaque», explique Maximilien Turrettini, qui est aussi président de la commission de sécurité des communes d'Arve et Lac.

Au printemps dernier, le Parti libéral-radical a aussi déposé un projet de loi constitutionnelle redéfinissant la compétence de la police municipale. Le PLR comme l'UDC souhaitent donner la possibilité aux communes d'armer les policiers municipaux. ■